

Habel, Janette. *Ruptures à Cuba : le castrisme en crise.*  
Montreuil (France), La Brèche-PEC, 1989, 288 p.

Bertrand Nézeys

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702771ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702771ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nézeys, B. (1990). Compte rendu de [Habel, Janette. *Ruptures à Cuba : le castrisme en crise.* Montreuil (France), La Brèche-PEC, 1989, 288 p.] *Études internationales*, 21(4), 895–896. <https://doi.org/10.7202/702771ar>

toujours rester – la prérogative des auteurs, et par ailleurs il est salutaire que les paradigmes et champs d'intérêt hégémoniques soient continuellement mis en question, surtout lorsqu'ils le sont par des études détaillées comme celle-ci.

José HAVET

*Institut de développement international  
et de coopération, Université d'Ottawa*

HABEL, Janette. *Ruptures à Cuba : le castrisme en crise*. Montreuil (France), La Brèche-PEC, 1989, 288p.

Comment présenter une analyse critique de la réalité cubaine sans s'interroger sur les principes fondateurs, sur les mythes, qui ont servi, il y a trente ans, à la transformation de Cuba en société socialiste ? Telle est la gageure que s'efforce de soutenir Janette Habel dans son ouvrage *Ruptures à Cuba* avec comme sous-titre : *le castrisme en crise*. Bien qu'à peine visible sur la couverture, c'est le sous-titre qui fournit la clé du livre. Selon l'auteur, c'est bien le castrisme qui est en crise et non l'idéal du socialisme. De là les multiples rappels – revenant comme des leitmotivs au fil des chapitres – de la pensée de Che Guevara dont s'est écarté le «lîder» pour son malheur et celui de son peuple. De là, aussi la critique féroce de la perestroïka gorbatchévienne et de toute réforme qui, de loin ou de près, s'apparenterait à un retour à une économie de marché et à la démocratie parlementaire. À cette dernière, J.Habel oppose toujours la démocratie socialiste. On voit que le point de vue de l'auteur peut être qualifié de «conservateur».

Néanmoins, tout auteur marxiste ou socialisant est aujourd'hui contraint à une certaine objectivité dans la mesure où il ne peut plus se contenter de dénoncer la réalité capitaliste au nom de certains dogmes. Il doit

faire face à une réalité socialiste et il lui faut bien alors expliquer d'une part certains aspects manifestement contraires aux dogmes et aux espoirs, et de l'autre le rejet du socialisme par les peuples qui l'ont connu de plus près. C'est pourquoi, l'on pourra lire avec intérêt l'exposé que fait l'auteur de l'histoire récente de Cuba. Un autre sous-titre aurait pu être : «la saga des erreurs».

Dès la préface, François Maspero dénonce «le fonctionnement sordide déréglé d'un appareil d'État qui se referme de plus en plus sur ses secrets, sur ses luttes». C'est l'impression aussi que donnent les sept chapitres de l'ouvrage. Certes, des éléments d'appréciation existent, mais l'histoire du pays se ramène par trop à ce qu'a dit et fait le «lîder» et il est toujours difficile de connaître la vérité. Le premier chapitre est consacré à la crise économique mondiale qui pour Cuba comme pour d'autres pays représente souvent un argument bien commode. Certes, le prix du sucre a fortement varié et il se situe aujourd'hui à un niveau à peine supérieur, en valeur nominale, à celui de 1970, ce qui donne la mesure de la perte de son «pouvoir d'achat». Mais quelle malédiction, quelle force maligne ont bien pu pousser Cuba à engager la bataille du sucre en vue d'atteindre les dix millions de tonnes et ceci au détriment des autres productions agricoles alors que la consommation de sucre – ceci est une donnée objective – augmentait peu ? Les erreurs économiques se payent encore plus cher que les erreurs politiques. Selon l'auteur, cette erreur stratégique remonte aux années soixante, à l'époque du débat sur la «loi de la valeur», débat métaphysique s'il en fut. Le Che aurait eu le tort d'avoir raison trop tôt. Rejetant tout développement des «rapports monétaro-marchands» pour résoudre la question de la pénurie actuelle, l'auteure évoque l'instauration de l'autogestion ouvrière.

Autre principe explicatif, avec la crise : la bureaucratie qui, effectivement, à Cuba comme dans les autres pays socialistes a sa

part de responsabilité dans les blocages économiques, sociaux et politiques de ces sociétés. Mais comment éviter le phénomène bureaucratique lorsque la moindre liberté d'entreprendre est supprimée, lorsque l'on prône la planification et lorsqu'enfin le chef de l'État change brutalement de politique entre deux discours. Comme la «nouvelle» politique ne fait jamais davantage appel que l'ancienne à l'initiative privée, il faut bien compter sur la bureaucratie. À Cuba, la «rectification» est permanente, mais elle ne peut jamais remettre en cause le pouvoir de la bureaucratie, au contraire.

Janette Habel souligne l'absence totale de démocratie politique (chapitre IV), le débat se limitant en principe en un dialogue direct entre Fidel Castro et le peuple. Mais le second étant muet depuis longtemps, le premier s'est substitué à lui et il est passé maître dans l'art d'être son propre critique. L'auteure ne franchit jamais le pas. Elle s'en tient au mythe de la démocratie socialiste dont personne n'a jamais vu et ne verra jamais nulle part le moindre début de réalisation. Elle écarte la démocratie parlementaire parce qu'elle exigerait le retour des marchés et de la propriété privée. Mais alors, que deviennent les droits de l'homme dans une société unanime? Pour que l'individu puisse disposer d'une certaine autonomie, même minime, il faut au contraire que la société soit elle-même diverse, que sa finalité, à supposer qu'elle existe, ne soit pas définie ni par un seul, ni par l'État.

La politique extérieure de Fidel Castro présente malgré tout une continuité plus grande. C'est le tiers-mondisme qui fournit le fil conducteur, dans sa version la plus simpliste, à savoir que la richesse des pays développés a été prélevée sur le dos des pays pauvres. Suit *ad nauseam* toute la rhétorique sur l'impérialisme, l'exploitation. De là, l'intervention en Angola, la croisade pour la grève des dettes internationales, etc. Signalons qu'un chapitre entier est consacré à

l'affaire Ochea du nom d'un haut dignitaire castriste fusillé pour trafic de drogue mais dont l'activité ne relevait pas tout entière du droit commun.

Enfin, en conclusion, l'auteur propose une troisième voie – entre l'économie de marché et la planification centralisée – à savoir un socialisme qui retrouverait ses bases morales. Malheureusement le refrain est trop connu. «Il n'en reste pas moins, est-il écrit, qu'une véritable société socialiste se construira d'abord sur la base de choix socio-politiques, voire éthiques». D'où le retour des fantômes bien connus : la conscience de classe, l'autogestion, la mobilisation, la suppression de la propriété privée, l'auto-organisation des masses, l'égalitarisme, le travail volontaire, les stimulants collectifs, etc. Comme on le voit, on est en pleine utopie et une utopie qui a déjà ses victimes en Chine, au Cambodge et ailleurs. Pourquoi Cuba devrait-elle à son tour en faire l'expérience ?

Au total, ce livre exprime le regret d'un espoir trahi, d'une époque où, effectivement, la révolution cubaine apparaissait comme une alternative socialiste au stalinisme. Paradoxalement elle en est devenue l'un des derniers refuges. Le socialisme a lui aussi ses lois d'évolution.

Bertrand NÉZEYS

Université de Paris 1

IRWIN, George et HOLLAND, Stuart (sous la direction de). *Central America. The Future of Economic Integration*. Boulder, Westview Press, Series in Political Economy and Economic Development in Latin America, 1989, 214p.

Cela fait maintenant quelques années que l'intégration régionale dans le Tiers-monde n'est plus à la mode tant comme objet